

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERSEO (ex SVCU)

1 avenue du Maréchal Juin
78000 Versailles

Code AIOT : 0006503580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement VERSEO (ex SVCU) implanté 1 Avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles. L'inspection a été annoncée le 02/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 6 décembre 2022, l'inspection a procédé à une visite de contrôle du site de VERSEO à Versailles. A cette occasion, l'inspection a relevé un certain nombre de non-conformités qui n'ont pas fait l'objet d'un retour de l'exploitant.

L'inspection était destinée à vérifier la mise en conformité des points de contrôle en lien avec les engagements de l'exploitant, quant aux évolutions de son installation relatives à la conformité de ses rejets atmosphériques notamment.

Par ailleurs, dans le cadre de ses missions de contrôle récurrentes, l'inspection assure une visite à minima tous les trois ans du site de VERSEO au regard des enjeux environnementaux de l'installation sur la thématique prévention de la pollution de l'air en particulier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERSEO (ex SVCU)
- 1, Avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles
- Code AIOT : 0006503580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie urbaine VERSEO est soumise à autorisation au titre de la rubrique 3110 (combustion de combustibles). L'installation est constituée d'une turbine à gaz qui produit de l'électricité et de trois chaudières.

Deux chaudières fonctionnent au gaz naturel (chaudières n°1 et n°2), la chaudière n° 3 fonctionne de façon mixte : au gaz naturel et également au fioul domestique, pour moins de 500 heures par an. La chaufferie alimente un réseau de chaleur destiné à fournir eaux chaudes et eaux de chauffage à environ 9 000 logements versaillais.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux
- Nuisances sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limite d'émissions rejets atmosphériques, Travaux	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Valeurs limite d'émissions rejets atmosphériques, Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Valeurs limite d'émissions eaux industrielles/eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Collecte des effluents liquides- Conditions de rejet	Arrêté ministériel du 02/02/98, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.3	Sans objet
6	Plan de gestion des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'installation est propre et ordonnée. L'exploitant respecte ses obligations en ce qui concerne le suivi des nuisances sonores du site.

Cependant, l'exploitant va devoir être plus rigoureux quant aux suivis des enjeux chroniques de son site que sont le suivi des rejets air de sa turbine à gaz et la connaissance et le suivi de ses réseaux d'eaux et des rejets qu'ils génèrent.

Il doit repérer et marquer les points de rejets des eaux de son site pour permettre la mise en œuvre facile des prélèvements en vu des analyses par son prestataire des paramètres physico-chimiques sur ses rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : : Valeurs limite d'émissions rejets atmosphériques, Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Concentrations

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous:

Pour fonctionnement au gaz naturel :

Paramètres	Conduit 1 Chaudière			Conduit 2 Chaudière fonctionnement < 500h/an			Conduit 3 Chaudière			Conduit 4 TAG		
	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Concentration en O ₂	3%			3%			3%			15%		
Poussières	/	5	/	/	5	/	/	5	/	/	10	/
SO ₂	/	35	/	/	35	/	/	35	/	/	10	/
O ₃ en équivalent NO ₂	110	100	100	110	100	100	110	100	100	55	50	50
CO	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
HAP	/	0,1	/	/	0,1	/	/	0,1	/	/	0,1	/
COV _{NM} en éq C	/	50	/	/	50	/	/	50	/	/	50	/

Pour le fonctionnement au FOD :

Paramètres	Conduit 3 Chaudière FOD < 500 h/a n		
Période de la moyenne	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Poussières	25	25	20
SO ₂	170	170	170
NO _x en équivalent NO ₂	150	150	150
CO	100	100	100
HAP		0,1	
COV _{NM} en éq C	/	50	/
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) et leurs composés		5	
Cd + Hg + Tl et leurs composés		0,05 par métal et 0,1 pour la somme	
As + Se + Te et leurs composés		1	
Pb et ses composés		1	

SUITE INSPECTION DU 6 décembre 2022

Constats 2022 :

En synthèse : A la suite de constats récurrents de dépassements sur la concentration en NO_x pour les rejets atmosphériques de la chaudière n° 2, l'exploitant s'était engagé à mettre en œuvre des travaux de remise en conformité de cette chaudière et à fournir à l'issue de ces travaux, une attestation de fin des travaux de mise en conformité.

Constats 2025 :

L'exploitant explique qu'il a fait procéder, comme il s'y était engagé, à des travaux sur la chaudière n° 2. Celle-ci présentait des dépassements récurrents sur les rejets atmosphériques.

Entre autres interventions, l'exploitant a fait remplacer les brûleurs de cette chaudière; ce qui a pu être constaté par l'inspection, lors de la visite de site.

La chaudière est à nouveau en service depuis décembre 2024.

A la suite des travaux, un « constat de mise en service industrielle générale des travaux brûleurs bas NO_x », datée du 11/12/24 et signé par l'exploitant et son maître d'œuvre a été établi.

Ce constat qui liste les ajustements à faire post travaux, précède l'attestation de fin des travaux de mise en conformité et n'empêche pas un fonctionnement conforme et sécurisé de l'équipement (cf point ci-dessous sur la conformité des VLE analysées pour les chaudières).

Selon l'exploitant, cette attestation devrait être disponible d'ici juin 2025. Celui-ci s'engage à remettre le document à l'inspection dès qu'il l'aura reçu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remettre à l'inspection, l'attestation de fin des travaux de mise en conformité, dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Valeurs limite d'émissions rejets atmosphériques, Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Concentrations

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous:

Pour fonctionnement au gaz naturel :

Paramètres	Conduit 1 Chaudière			Conduit 2 Chaudière fonctionnement < 500h/an			Conduit 3 Chaudière			Conduit 4 TAG		
	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Concentration en O ₂	3%			3%			3%			15%		
Poussières	/	5	/	/	5	/	/	5	/	/	10	/
SO ₂	/	35	/	/	35	/	/	35	/	/	10	/
NO _x en équivalent NO ₂	110	100	100	110	100	100	110	100	100	55	50	50
CO	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
HAP	/	0,1	/	/	0,1	/	/	0,1	/	/	0,1	/
COV _{NM} en éq C	/	50	/	/	50	/	/	50	/	/	50	/

Pour le fonctionnement au FOD :

Paramètres	Conduit 3 Chaudière FOD < 500 h/a		
Période de la moyenne	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Poussières	25	25	20
SO ₂	170	170	170
NO _x en équivalent NO ₂	150	150	150
CO	100	100	100
HAP		0,1	
COV _{NM} en éq C	/	50	/
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) et leurs composés		5	
Cd + Hg + Tl et leurs composés		0,05 par métal et 0,1 pour la somme	
As + Se + Te et leurs composés		1	
Pb et ses composés		1	

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant remet un rapport d'essai pour le site VERSEO pour les chaudières n° 1, 2 et 3. Celui-ci est référencé 134804015-001-1 et date du 25 février 2025 pour interventions du prestataire du 31/01/25 au 4/02/25.</p> <p>En synthèse, le rapport conclut que les trois chaudières respectent les valeurs limites d'émission sur les paramètres mesurés.</p> <p>Cependant, le rapport précise que les mesures sur la Turbine à Gaz (TAG) n'ont pas pu être réalisées, car celle-ci était à l'arrêt suite à une panne de transformateur.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit les relevés des mesures d'autosurveillance en continu des NOx de la TAG, pour les mois de novembre et décembre 2024 : il n'a été relevé aucun dépassement.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit remettre un rapport de son prestataire sur les mesures des rejets atmosphériques de la TAG.</p> <p>Il est à noter que celle-ci ne sera probablement pas rallumée d'ici le mois d'octobre, selon l'exploitant. Il s'engage cependant, à faire réaliser une mesure sur la TAG, d'ici peu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit remettre un rapport des mesures des rejets atmosphériques réalisées par un prestataire extérieur, afin de permettre le contrôle de la conformité de ses rejets atmosphériques pour la TAG du site VERSEO.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Valeurs limite d'émissions eaux industrielles/eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.9			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émissions - Eaux			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal, les valeurs limites (moyenne journalière) ci-dessous définies :</p>			
Paramètres	Rejet n°1 (eaux industrielles) (mg/l)	Flux rejet n°1 Sur 24h (en kg/j)	Rejet n°2 (eaux pluviales susceptibles d'être polluées) (mg/l)
Indice hydrocarbures	5	0,1	5
Matières en suspension	30	0,6	30
DCO	120	2,4	50
Arsenic et ses composés	0,03	0,0006	
Cadmium et ses composés	0,05	0,001	/

Plomb et ses composés	0,025	0,0005	/
Mercure et ses composés	0,02	0,0004	/
Nickel et ses composés	0,05	0,001	/
Azote global	10	0,6	/
Phosphore	5	0,2	/
Cuivre et ses composés	0,05	0,001	/
Chrome et ses composés	0,05	0,001	/
Zinc et ses composés	0,8	0,016	/
Sulfate	20	0,5	/
sulfites	20	0,5	/
sulfures	30	0,6	/
Ions Fluorures (en F ⁻)	30	0,6	/
AOX	0,5	0,01	/

SUITE INSPECTION DU 6 DECEMBRE 2022

Constats 2022 :

En synthèse : L'exploitant n'était pas en mesure de produire les analyses sur les rejets eaux de pluie en 2022.

Constats 2025 :

SUITE INSPECTION DU 6 DÉCEMBRE 2022

L'exploitant remet deux rapports d'essais : « Prélèvement d'eau résiduaire ponctuel (Eaux de pluie) » daté du 3 juillet 2024 et référencé 134118419-001-1-R01 et « Prélèvement d'eau résiduaire composite (Eaux industrielles) » daté du 13 mai 2024 et référencé T240033238-R01. .

Les deux rapports concluent « En l'absence de référentiel, aucune observation n'est à signaler ». Les deux rapports sont irrecevables, car ils ne permettent pas d'établir si les rejets d'eau du site sont conformes ou non. Bien que des valeurs de résultats s'affichent pour les paramètres analysés, celles-ci sont accompagnées d'un commentaire « sans objet » !

L'exploitant explique qu'il est mécontent de son prestataire et que les rapports ne contiennent pas les éléments qu'il attendait. Ceux-ci ne contiendraient pas notamment les détails des VLE des paramètres à mesurer dans les prélèvements eau, d'où l'absence de conclusion .

La veille de l'inspection, un mail a été envoyé au prestataire accompagné d'un extrait de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021, reprenant les VLE applicables sur les rejets aqueux.

Par ailleurs, le mail est accompagné d'un bon de commande n° 4700280144, à l'attention de son prestataire pour une intervention sur site pour le contrôle des rejets aqueux en 2025.

Par mail du 18 avril 2025, l'exploitant transmet les deux mêmes rapports pour les « Prélèvements d'eau résiduaire ponctuel » et pour les « Prélèvements d'eau résiduaire composite » ; ceux-ci portent les mêmes référence que ci-dessus, toutefois, les rapports sont datés du 17 avril 2025 et ont été mis à jour semble-t-il, comme annoncé par l'exploitant en séance.

Pour le rapport sur le « Prélèvement d'eau résiduaire ponctuel », il est noté en synthèse « aucune observation n'est à signaler ». Les résultats sur tous les paramètres analysés sont qualifiés de

<p>« conformes ».</p> <p>Pour le rapport sur le « Prélèvement d'eau résiduaire composite », il est noté en synthèse que les rejets du site dépassent les VLE pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST : VLE à 30 pour un résultat à 48,7 mg/l, - Azote global : VLE à 10 pour un résultat à 59,6 mg/l, - Sulfates : VLE à 20 pour un résultat à 91,8 mg/l,
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit expliquer les causes des dépassements constatés sur ses eaux industrielles, proposer des mesures de remédiation pour un retour à la conformité et vérifier via de nouvelles analyses que les VLE des paramètres physico-chimiques sont respectées.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats des analyses à réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Collecte des effluents liquides- Conditions de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 02/02/98, article 50</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plans des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats 2025 :</p> <p>En 2022, à la suite de l'inspection du 6 décembre 2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre à jour la date de la dernière évolution de son plan des réseaux eaux du site et de veiller à reporter cette date sur le dernier plan mis à jour.</p> <p>Pour faire suite à cette demande, l'exploitant avait remis un plan des réseaux daté du 5 décembre 2022 par courrier du 27 février 2023, intitulé « Plan reseaux divers site VERSEO ».</p> <p>En visite de site, l'inspection demande à se rendre au point de prélèvement des rejets des eaux pluviales. L'exploitant se dirige vers un « grand regard à double porte ». Celui-ci est repéré sur le plan de 5 décembre 2022, et semble être un « point de prélèvement des eaux industrielles » (rond violet) qui se situerait sous les doubles portes.</p> <p>Une fois les doubles portes ouvertes, on rencontre un tuyau gris en hauteur qui serait le point de prélèvement à prendre en compte, pour les eaux de pluie, aux dires de l'exploitant. Ce point de prélèvement ne fait pas l'objet d'un marquage qui permettrait de le repérer facilement.</p> <p>De plus, on rencontre également une canalisation ouverte d'eau qui passe plusieurs mètres sous le tuyau gris et recueille des eaux de l'amont du site qui ne proviendraient pas toutes du site VERSEO, aux dires de l'exploitant.</p>

Au vu de la configuration des différentes arrivées de réseaux, il semble que les eaux industrielles passées par le séparateur et les pluviales se rejoignent à cet endroit du site, et qu'il est hasardeux de savoir quel est, des deux exutoires (tuyau gris ou canalisation ouverte), celui qui doit fournir l'échantillon de prélèvement et pour quel type de rejet.

Par mail du 18 avril 2025, l'exploitant transmet un deuxième plan où les qualifications des points de rejet ont été modifiées : Un point de rejet eaux industrielles a été requalifié comme point de rejet eaux pluviales et un ancien point de rejet eaux pluviales n'est plus mentionné dans le plan.

De plus, les deux plans fournis pour un même intitulé, différents l'un de l'autre, portent la date du 5 décembre 2022 : Ils sont irrecevables de ce fait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir un plan des réseaux d'eau de son site, mis à jour et daté.

L'exploitant doit permettre un repérage facile de ses points de rejets présents sur site pour identifier facilement le type des différents effluents à prélever en vu de la réalisation des mesures des paramètres physico-chimiques à analyser.

L'inspection prescrit un marquage au niveau de chaque point de rejet du site visible, intelligible et non dégradable, qui doit préciser la nature de l'eau à prélever (industrielle ou pluviale).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins une fois tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Niveau limite de bruit :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	47 dB(A)	45 dB(A)

Constats :

L'exploitant remet le « rapport d'essais des niveaux sonores émis dans l'environnement des ICPE en référence à l'arrêté du 23 janvier 1997 du site VERSEO ».

Celui-ci est daté du 18 mars 2022 et conclut à la conformité des observations réalisées en période jour et en période nuit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des nuisances sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.

Constats :

L'exploitant remet un plan de gestion des émissions sonores.
Celui-ci est daté du jour de l'inspection car la mise à jour de la date du plan est faite tous les jours sur le fichier informatique .

Type de suites proposées : Sans suite